

Un an de Michel I en trois chapitres clés

Un an, déjà. Comme le temps passe vite quand on s'amuse. Retour sur trois épisodes qui ont marqué la vie de Charles Michel Premier ministre.

M

1 AN DU GOUVERNEMENT MICHEL

COULISSSES
MARTIN BUXANT

C'est un attelage inédit qui souffle sa première bougie. On l'a dit, écrit et répété, la forme de cette coalition est incongrue mais là voilà, cahin-caha, 365 jours, ou presque, après son départ, qui roule toujours. Arrêt à trois stations symboliques qui ont marqué le parcours de la «Suédoise».



**Berlin
La «Merkelmania».**

C'est un vendredi matin et Charles Michel embarque dans le petit avion gouvernemental mis à sa disposition

par la Force aérienne. Il est Premier ministre depuis quelques semaines, à peine, et cette visite à Berlin lui donne l'occasion d'entrer de plain-pied dans la cour des grands. Pensez donc, la chancelière allemande, rien que ça, a invité le jeune Premier pour une visite de travail. Bien sûr, ils ont déjà eu l'occasion de se croiser auparavant, l'une ou l'autre fois dans les couloirs du Conseil européen, mais là, Michel est dans l'antre de la chancelière. La femme la plus puissante du monde, ou à peu près. Et il sait que s'il veut compter au niveau européen, être entendu, mais surtout écouté, il doit forger des alliances. Ce sera donc Merkel.

«Herr» Michel est reçu à déjeuner par la chancelière. Dix personnes – cinq côté belge et cinq côté allemand – sont à la table, dont plusieurs hauts diplomates. Et on mange. Thon mariné en robe croustillante, avec chutney à la mangue et salade de wakame en entrée. Boulettes de Königsberg aux câpres avec betteraves rouge et pommes de terre en plat. Vous prendrez bien un dessert? Mousse de fromage blanc avec sauce vanille et glace. C'est léger...

Et on cause. La chancelière, qui a dû se frotter à un Premier ministre socialiste, Elio Di Rupo – pas vraiment de son bord politique –, est heureuse de trouver face à elle un Premier de centre-droit. «Di Rupo allait faire des discours pétéistes au Conseil européen, il n'était pas pris au sérieux côté allemand, pas du tout», remarque un diplomate. «Pour nous, cela a donc été assez facile de se faire bien voir par Merkel».

D'elle-même, ce jour-là, la chancelière énumère, les réformes socio-économiques que le nouveau gouvernement belge a pro-

mis, dès sa déclaration gouvernementale, de mettre sur orbite. Elle s'attarde sur le recul de l'âge de la retraite à 67 ans:

«C'est courageux mais ça ne sera pas facile», dit-elle à Michel. «Moi-même, j'ai eu à faire face aux critiques des syndicats avec nos réformes». Le Belge en rajoute un couche et veut faire comprendre à l'Allemande l'intérêt qu'elle a à jouer avec les 3 du Benelux à l'échelle européenne. «Cela peut réellement amener une dynamique positive», martèle le libéral.

Et le message est reçu cinq sur cinq à Berlin. Merkel intègre vite le côté volontariste, le côté «bon élève» du Premier belge. Ainsi dans le cadre de la crise grecque, avant une réunion stratégique, Angela Merkel appelle-t-elle Charles Michel et le Néerlandais Mark Rutte pour coordonner le jeu de rôle.

«Avec Tsipras, il faudra se montrer tantôt souple, tantôt inflexible», leur dit-elle. «Cela nous laissera de la marge de manœuvre pour la suite». Confirmation de cette love-story belgo-allemande un matin de juin dans un hôtel de Tallinn, en Lettonie, en marge d'une réunion européenne. Entre un croissant et un café, Michel prend son petit-déjeuner. Quand débarque Angela, c'est droit vers le Belge qu'elle se dirige en le prenant dans ses bras:

«Charles, wie ghets?» («Charles, ça marche?», NDLR), lui demande-t-elle.

L'autre rencontre pivot de Charles Michel sur la scène européenne est plus étonnante. Ce n'est ni le Grec Alexis Tsipras (avec qui le Belge s'entend bien) ni même François Hollande (avec qui le Belge s'entend très bien).

Mais le Britannique David Cameron. On savait le président de la N-VA Bart De Wever grand fan du conservateur britannique, désormais Charles Michel l'est également. Pourtant, entre ces deux-là, l'histoire avait assez mal débuté. Michel, poussé par ses services de renseignement, est prié de demander des comptes au Britannique sur le hacking géant de Proximus. Mais la relation entre Michel et Cameron connaît une vraie embellie depuis une rencontre en tête-à-tête que les deux hommes ont eue au Lambermont le 11 juin dernier. Là, Cameron et Michel ont discuté une heure durant du référendum britannique et de la position du Royaume-Uni en Europe. Cameron, selon des diplomates belges, se montre stupéfait par l'intérêt et la connaissance que Michel a des subtilités du dossier. On est bon élève ou on ne l'est pas...



**Verviers
Le virage anti-terroriste.**

Depuis quelques jours, le Premier ministre est nerveux. Les services de sécurité l'ont

averti qu'un attentat était en voie finale de préparation sur notre territoire et que par conséquent une opération antiterroriste d'envergure devait d'urgence être diligentée. Charles Michel, le ministre de l'Intérieur Jan Jambon mais aussi le ministre de la Justice Koen Geens sont les seuls à être dans la confiance – en plus de quelques hauts gradés des services de renseignement et de la police qui disposent des habilitations de sécurité nécessaires. L'assaut doit être donné à Verviers, foyer du radicalisme, dans la nuit du mardi 14 janvier. Mais il subsiste une incertitude de dernière minute pour mener le raid des policiers.

Cette nuit-là, à Wavre, Charles Michel ne dort pas, ou très peu. La nervosité l'empêche de fermer l'œil. En plein milieu de la nuit, son téléphone sonne, on l'avertit que l'opération est postposée... Et le stress continue de monter. Ce sera finalement le jeudi que les forces de l'ordre passeront à l'action.

Alors qu'il répond à des questions de l'opposition parlementaire, en pleine séance plénière, des SMS commencent à tomber sur le téléphone du Premier ministre. «L'opération est en cours», lui indique-t-on de manière laconique. Et les détails tombent seconde après seconde sur son smartphone. «Il avait son esprit complètement ailleurs», se souvient un de ses collaborateurs. «Il ne parvenait plus à se concentrer sur les questions des parlementaires». Il faut agir vite et bien, d'autant qu'une vague de perquisitions est menée quasi simultanément à Bruxelles, entre autres dans la commune de Molenbeek. Les rumeurs les plus folles commencent à se répandre et on craint qu'une contre-opération soit menée par les terroristes contre des policiers ou contre un

commissariat de police.

L'action des services belges sera finalement un succès, projetant la petite ville de Verviers partout dans le monde en prime-time sur CNN et Cie.

Dans la foulée, le Premier ministre et son gouvernement en profitent pour faire avaliser une série de mesures antiterroristes. Clairement, il s'agit là d'un des tournants de l'année politique, si pas de la législature. Un virage qui va donner des aspects graves, so-lennels, sécuritaires au mandat de ce gouvernement. Et qui se trouvera conforté au mois d'août quand une tentative d'attentat échoue de justesse dans le Thalys. «C'est la première fois que j'ai été confronté au fait que nos hommes allaient côtoyer un vrai et réel danger de mort», se borne à commenter aujourd'hui le Premier ministre en parlant de Verviers.



Bruxelles Le budget bouclé au pas de charge.

Et voilà Pâques. Et voilà les cloches. Et voilà le contrôle budgétaire.

Nous sommes au Lambermont, résidence du Premier ministre. Maria, la cuisinière officielle du Premier ministre mitonne ses petits plats bien saucés à l'huile d'olive. «C'est quand même très riche ce qu'elle cuisine», dit, prudent, sous couvert d'anonymat, un des participants très réguliers à ces réunions politico-budgétaires interminables. C'est qu'il s'agit, cette fois, de conforter toutes les orientations économique-sociales qui ont été prises depuis le début de la législature. Mitterrand disait qu'on avait 100 jours pour faire des réformes au début d'un quinquennat: il faut frapper vite et fort sous peine d'être rattrapé par la machine éta-

tique... Et ici, on est déjà court pour prendre syndicats et opposition par surprise, leur faire gober la pension à 67 ans, le saut d'index etc. Michel et ses ouailles ont beaucoup parlé. Mais là, il faut passer de la parole aux actes.

Et une fois encore, c'est une question de vitesse, Michel dégage un accord budgétaire une semaine plus tôt que ce que tout le monde pensait. «C'est un moment où on confirme les options politiques. C'est un moment, si pas LE moment le plus important de cette première année, tout le monde comprend que nous ne battons pas en retraite», analyse une source gouvernementale. En matière budgétaire, la stratégie Michel, c'est de maîtriser la montre. «Je considère que je suis le maître du calendrier», dit souvent le Premier à ses collaborateurs. C'est la tactique du gendarme Michel: tantôt temporiser et ralentir, tantôt appuyer sur le champignon et faire passer des points à vitesse grand V. «Je refuse de me laisser enfermer dans des ultimatums. Ni ceux de la presse ni ceux des autres partis», martèle Michel dès qu'il le peut.

Ajoutez à cela des bilatérales. Car il n'y a pas grand-chose dont le Premier ministre belge raffole plus que les réunions bilatérales. Les caucus, les apartés avec les membres de son gouvernement, cela lui permet de rester au centre du jeu. C'est de cette manière que Michel boutique son puzzle, dans sa tête. Il est le seul à disposer de toutes les pièces et les aligne ensuite. Et pour le budget, il fait cela avec un homme: Rudi Volders. Le Flamand, vieux routard des cabinets libéraux, est pour beaucoup le véritable ministre du Budget, tant sa science des chiffres est (quasi) légendaire. C'est lui qui souffle les pistes de compromis praticables, qui acquiesce quand une solution lui apparaît bonne et refuse quand il a l'impression que l'Europe recalera un montage budgétaire belgo-belge trop alambiqué. Et à Pâques, une fois encore, «Volders a été précieux», reconnaît-on au «66». Budget bouclé, Roger and out.